

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 février 2023

PROPOSITION DE LOI

**visant à ouvrir aux bénéficiaires
de la protection subsidiaire
l'accès aux prestations prévues
par la loi du 27 février 1987
relative aux allocations
aux personnes handicapées**

Avis de la Cour des Comptes

Voir:

Doc 55 **3040/ (2022/2023)**:

001: Proposition de loi de Mmes Hugon et Platteau.
002: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 februari 2023

WETSVOORSTEL

**teneinde de subsidiair beschermden
toegang te verlenen
tot de prestaties als bedoeld
in de wet van 27 februari 1987
betreffende de tegemoetkomingen
aan personen met een handicap**

Advies van het Rekenhof

Zie:

Doc 55 **3040/ (2022/2023)**:

001: Wetsvoorstel van de dames Hugon en Platteau.
002: Advies van de Raad van State.

08952

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Avis sur la proposition de loi 55/3040 visant à ouvrir aux bénéficiaires de la protection subsidiaire le droit aux allocations pour personnes handicapées

Avis adopté par l'assemblée générale de la Cour des comptes le 15 février 2023

1 Demande d'avis

Par lettre du 16 décembre 2022, la présidente de la Chambre des représentants a transmis à la Cour des comptes la demande de la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions de lui fournir, en application de l'article 79, 1^{er} alinéa du règlement de la Chambre, un avis contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution de recettes qui découleraient de l'adoption de la proposition de loi 55/3040.

2 Cadre légal

2.1 Protection subsidiaire

La convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, appelée « convention de Genève », définit les modalités selon lesquelles un État doit accorder le statut de réfugié aux personnes qui en font la demande, ainsi que les droits et les devoirs de ces personnes.

Le statut de réfugié est accordé à une personne qui entre dans les critères de la convention de Genève, c'est-à-dire qui craint d'être persécutée en raison de sa race, sa religion, sa nationalité, son appartenance à un certain groupe social ou ses opinions politiques. Le réfugié bénéficie d'un droit de séjour illimité en Belgique.

La protection subsidiaire a été introduite par la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Elle est accordée à la personne qui ne peut être reconnue comme réfugié, mais qui encourt un risque réel d'atteintes graves en cas de retour dans son pays, notamment en raison d'une violence aveugle liée à un conflit armé. Elle garantit un permis de séjour provisoire d'un an, renouvelable, qui ne devient définitif qu'au bout de cinq ans.

Selon la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011¹, les bénéficiaires d'une protection internationale (réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire) doivent avoir accès à la même assistance sociale que celle prévue pour les ressortissants nationaux. Pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire (mais pas pour les réfugiés), cette assistance peut être limitée aux prestations essentielles.

¹ Directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection.

Cette directive a été transposée en droit belge, notamment par la loi du 21 juillet 2016 qui a modifié la loi du 26 mai 2002 relative au revenu d'intégration sociale en élargissant le droit à ce revenu aux bénéficiaires de la protection subsidiaire.

2.2 Allocations de personne handicapée

La loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés prévoit deux types d'allocations en faveur des personnes handicapées : l'allocation de remplacement de revenu (ARR) et l'allocation d'intégration (AI).

2.2.1 Allocation de remplacement de revenu

L'ARR est destinée à compenser le revenu que le bénéficiaire ne peut pas gagner sur le marché de l'emploi en raison de son handicap.

L'ARR est réservée aux personnes âgées de 18 et 65 ans (d'autres régimes de protection sociale sont prévus pour les personnes handicapées de plus de 65 ans). Pour en bénéficier, il faut être empêché de travailler en raison d'un handicap ou gagner moins de 1/3 de ce qu'une personne en bonne santé peut gagner sur le marché de travail ordinaire.

Pour bénéficier de cette allocation, il faut, en outre, remplir les conditions suivantes :

- le handicap doit être reconnu par les médecins du SPF Sécurité sociale ;
- les revenus et ceux du partenaire ne peuvent pas dépasser certaines limites ;
- être inscrit au registre de la population, être domicilié en Belgique et y séjourner effectivement.

2.2.2 Allocation d'intégration

L'allocation d'intégration (AI) est destinée à compenser les coûts supplémentaires supportés en tant que personne handicapée afin de pouvoir participer à la vie sociale.

L'AI est accordée aux personnes qui connaissent de sérieuses difficultés dans les activités quotidiennes. La direction générale Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale examine l'incidence concrète du handicap sur l'autonomie. L'autonomie est évaluée par un médecin selon un système de points.

Les conditions pour bénéficier de l'AI sont similaires à celles de l'ARR. Toutefois, contrairement à celle-ci, l'AI ne dépend pas directement des conséquences du handicap sur l'intégration au marché du travail. Le montant de l'AI est fonction du revenu réel.

3 Proposition de loi 55/3040

Dans les développements, les auteurs de la proposition de loi constatent que la Belgique a transposé en droit interne la législation européenne qui prévoit d'étendre les droits sociaux aux bénéficiaires de la protection subsidiaire. Ainsi, la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenu aux personnes âgées (Grapa) ont été adaptées en ce sens. Toutefois, la loi du 27 février 1987 fait exception à ce principe.

En outre, les développements de la proposition de loi citent des décisions des cours du travail qui, en application des directives européennes, ont reconnu à des personnes bénéficiant de



la protection subsidiaire le droit aux allocations pour personnes handicapées. La Cour de cassation s'est déjà prononcée en ce sens dans un arrêt du 22 juin 2020².

Enfin, le site web de la direction générale Personnes handicapées est déjà aligné sur la législation européenne et la jurisprudence belge puisqu'il désigne les bénéficiaires de la protection subsidiaire parmi les groupes susceptibles de recevoir les allocations pour personnes handicapées³.

La proposition de loi vise à réparer l'anomalie et à aligner la législation sur la jurisprudence et la pratique administrative en élargissant le droit aux allocations pour personnes handicapées aux bénéficiaires de la protection subsidiaire.

4 Estimation

4.1. Méthode

Pour cette estimation, la Cour des comptes fait l'hypothèse que la proportion de personnes handicapées susceptibles de bénéficier des allocations (ARR et AI) dans la population totale des 18-64 ans est égale à la proportion de ce groupe cible au sein de la population des bénéficiaires de la protection subsidiaire.

Par ailleurs, elle suppose que les bénéficiaires de la protection subsidiaire qui seraient susceptibles de recevoir l'ARR perçoivent déjà le RIS pour un montant équivalent. En effet, les conditions pour obtenir le RIS, notamment celles liées aux ressources, sont similaires à celles de l'ARR (hormis la reconnaissance en tant que handicapé). En outre, le montant de l'ARR est aligné sur celui du RIS. Cela implique qu'ouvrir l'ARR aux bénéficiaires de la protection subsidiaire est une opération financière neutre. Toutefois le RIS est financé par le SPP Intégration sociale et les CPAS, alors que l'ARR est totalement à charge de la direction générale Personnes handicapées. Il y aurait donc un transfert de la part du RIS financée par les CPAS au budget de l'État fédéral. Selon les chiffres du SPP Intégration sociale, sa part dans le financement du RIS s'élève à 76,4 %⁴ et la part à charge des CPAS à 23,6 %.

En revanche, le financement de l'AI est une dépense nouvelle pour le budget fédéral.

La Cour des comptes fait l'hypothèse que l'ensemble des bénéficiaires de la protection subsidiaire est âgé de 18 à 64 ans.

² Cour de cassation, [arrêt du 22 juin 2020](#).

³ Site web de la Direction générale Personnes handicapées, <https://handicap.belgium.be/fr/nos-services/allocation-replacement-revenu.htm>.

⁴ Chambre, [Doc 55 0132/003](#), 26 novembre 2020, proposition de loi assurant un niveau de protection sociale au moins égal au montant du niveau du seuil de risque de pauvreté – avis de la Cour des comptes.



4.2 Population

Au 1^{er} janvier 2022, la population belge comptait 11.584.008 individus, dont 6.995.973 avaient entre 18 et 64 ans (60,4 %)⁵. Comme l'ARR et l'AI concernent les personnes âgées de plus de 18 ans et de moins de 65 ans, c'est ce chiffre qui sera utilisé.

En 2021, 217.299 personnes percevaient une allocation de personne handicapée, parmi lesquelles, 196.537 ont reçu une AI. Au sein de ce groupe, 90.076 personnes ne perçoivent qu'une AI, alors que 106.461 cumulent une AI et une ARR⁶. Il y avait aussi 20.762 personnes qui bénéficiaient d'une ARR, sans percevoir une AI et donc au total 127.223 bénéficiaires d'une ARR.

Selon les chiffres communiqués par l'Office des étrangers, au 1^{er} janvier 2022, le nombre de personnes bénéficiant de la protection subsidiaire et disposant d'un titre de séjour valide était de 15.043.

4.3 Nombre de personnes dans le groupe cible

Proportion de bénéficiaires de l'AI dans la population totale des 18-64 ans = $196.537 / 6.995.973 = 0,028$ (2,81 %).

Il y aurait donc $0,028 \times 15.043 = 423$ bénéficiaires de la protection subsidiaire qui percevraient une AI.

Proportion de bénéficiaires de l'ARR dans la population totale des 18-64 ans = $127.223 / 6.995.973 = 0,018$ (1,82 %).

Il y aurait donc $0,018 \times 15.043 = 274$ bénéficiaires de la protection subsidiaire qui percevraient une ARR.

Le SPF Sécurité sociale a indiqué qu'en 2022, il y a déjà 78 bénéficiaires de la protection subsidiaire qui ont perçu des allocations pour personnes handicapées (puisque le SPF ouvre déjà le droit à cette catégorie, voir le point 2), 34 d'entre eux ont perçu une ARR et 72 une AI. Il faut donc déduire ces individus du groupe cible. Il resterait donc 240 personnes qui pourraient percevoir l'ARR et 351 personnes l'AI.

4.4 ARR et AI moyennes

En 2022, selon les données communiquées par le SPF Sécurité sociale, l'ARR mensuelle moyenne s'élève à 667,35 euros et l'AI mensuelle moyenne à 338,92 euros.

4.5 Calcul de l'incidence budgétaire

Augmentation des dépenses pour le financement de l'ARR =

$240 \times 667,35 \times 12 = 1.921.968$ euros.

⁵ Statbel, Direction générale statistique, <https://statbel.fgov.be/fr/themes/population>.

⁶ Direction générale Personnes handicapées, *Rapport annuel 2021, Changement et dynamisme*.



Comme seuls les 23,6 % du RIS à charge des CPAS constitueront des dépenses nouvelles pour l'État fédéral, cette augmentation sera limitée à 453.584,4 euros.

L'augmentation des dépenses pour le financement de l'AI =

$351 \times 338,92 \times 12 = 1.427.531,0$ euros.

5 Conclusion

La Cour des comptes estime que le transfert des bénéficiaires de la protection subsidiaire du régime du RIS à celui de l'ARR entraînerait une dépense supplémentaire pour l'État fédéral de 453.584,4 euros (et une économie identique pour les CPAS).

Elle estime que le financement de l'AI perçue par les bénéficiaires de la protection subsidiaire entraînerait une dépense supplémentaire de 1.427.531,0 euros.

Elle estime donc globalement à 1.881.115,4 euros la dépense supplémentaire pour l'État fédéral que l'adoption de la proposition de loi impliquerait.



Advies in verband met wetsvoorstel 55/3040 teneinde de subsidiair beschermden toegang te verlenen tot de tegemoetkomingen aan personen met een handicap

Advies goedgekeurd door de algemene vergadering van het Rekenhof op 15 februari 2023

1. Vraag om advies

Op grond van artikel 79, 1^e lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft de Kamervoorzitster in een brief van 16 december 2022 de vraag van de commissie Sociale Zaken, Werk en Pensioenen aan het Rekenhof toegezonden om een advies te formuleren met daarin een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten die zouden voortvloeien uit de goedkeuring van het wetsvoorstel 55/3040.

2 Wettelijk kader

2.1 Subsidiaire bescherming

Het verdrag van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, bekend als de “Conventie van Genève” definieert de nadere regels volgens welke een staat het statuut van vluchteling moet toekennen aan personen die daarom verzoeken, evenals de rechten en plichten van die personen.

De status van vluchteling wordt toegekend aan iedereen die beantwoordt aan de criteria van de conventie van Genève, d.w.z. die vreest te worden vervolgd wegens zijn ras, godsdienst, nationaliteit, het behoren tot een bepaalde sociale groep of zijn politieke overtuiging. Een vluchteling geniet onbeperkt verblijfsrecht in België.

De subsidiaire bescherming werd ingevoerd door de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Ze wordt toegekend aan iemand die niet kan worden erkend als vluchteling maar die een reëel risico loopt op ernstige schade als hij naar zijn land terugkeert, onder meer als gevolg van willekeurig geweld in verband met een gewapend conflict. De subsidiaire bescherming waarborgt een voorlopige verblijfsvergunning van één jaar, die kan worden verlengd, maar die pas na vijf jaar definitief wordt.

Volgens richtlijn 2011/95/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011¹ moeten de personen die internationale bescherming genieten (vluchtelingen of personen die recht hebben op subsidiaire bescherming) toegang hebben tot dezelfde sociale bijstand als

¹ Richtlijn 2011/95/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming.



deze van de nationale onderdanen. Voor subsidiair beschermden (maar niet voor vluchtelingen) kan die bijstand worden beperkt tot de essentiële prestaties.

Deze richtlijn werd in Belgisch recht omgezet, onder meer door de wet van 21 juli 2016 die de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wijzigde door het recht op dat inkomen uit te breiden tot de subsidiair beschermden.

2.2 Tegemoetkomingen aan personen met een handicap

De wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap voorziet in twee soorten tegemoetkomingen aan personen met een handicap: de inkomensvervangende tegemoetkoming (IVT) en de integratietegemoetkoming (IT).

2.2.1 Inkomensvervangende tegemoetkoming

De IVT is bedoeld om het inkomen te compenseren dat de rechthebbende wegens zijn handicap niet kan verdienen op de arbeidsmarkt.

De IVT is voorbehouden aan personen van 18 tot 65 jaar (voor personen met een handicap die ouder zijn dan 65 jaar, zijn er andere stelsels voor sociale bescherming). Om die tegemoetkoming te krijgen, moet men wegens een handicap verhinderd zijn om te werken of minder dan een derde verdienen van wat een persoon zonder handicap kan verdienen door te werken op de gewone arbeidsmarkt.

Om voor die toelage in aanmerking te komen, moet men bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen:

- de handicap moet zijn erkend door de artsen van de FOD Sociale Zekerheid;
- de inkomsten en die van de partner mogen bepaalde grenzen niet overschrijden;
- men moet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister, in België gedomicilieerd zijn en er werkelijk verblijven.

2.2.2 Integratietegemoetkoming

De integratietegemoetkoming (IT) is bedoeld om de bijkomende kosten te compenseren die iemand als persoon met een handicap heeft om te kunnen deelnemen aan het maatschappelijke leven.

De IT wordt toegekend aan personen die ernstige moeilijkheden ondervinden bij het uitvoeren van dagelijkse activiteiten. De Directie-generaal Personen met een handicap van de FOD Sociale Zekerheid onderzoekt de concrete impact van de handicap op de zelfredzaamheid. Een arts evalueert de zelfredzaamheid op basis van een puntensysteem.

Om recht te hebben op de IT gelden gelijkaardige voorwaarden als voor de IVT. In tegenstelling tot deze laatste tegemoetkoming hangt de IT niet rechtstreeks af van de gevolgen van de handicap voor de integratie op de arbeidsmarkt. Het bedrag van de IT hangt af van het werkelijke inkomen.

3 Wetsvoorstel 55/3040

De auteurs van het wetsvoorstel stellen in de toelichting vast dat België de Europese regelgeving die bepaalt dat de sociale rechten moeten worden uitgebreid tot de personen die



recht hebben op subsidiaire bescherming, heeft omgezet in intern recht. Zo werden de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen (IGO) in die zin aangepast. De wet van 27 februari 1987 vormt echter een uitzondering op dat principe.

In de toelichting van het wetsvoorstel worden bovendien beslissingen van de arbeidshoven geciteerd die met toepassing van de Europese richtlijnen aan subsidiair beschermden het recht hebben toegekend op de tegemoetkomingen voor personen met een handicap. Het Hof van Cassatie heeft reeds uitspraak in die zin gedaan in een arrest van 22 juni 2020².

Tot slot is de website van de Directie-generaal Personen met een handicap reeds aangepast aan de Europese regelgeving en de Belgische rechtspraak aangezien hij de subsidiair beschermden vermeldt bij de groepen die de uitkeringen voor personen met een handicap kunnen ontvangen³.

Het wetsvoorstel wil die anomalie rechtzetten en de wetgeving op één lijn brengen met de rechtspraak en de administratieve werking door het recht op de tegemoetkomingen voor personen met een handicap uit te breiden tot de subsidiair beschermden.

4 Raming

4.1. Methode

Het Rekenhof ging er voor deze raming vanuit dat het aandeel personen met een handicap dat in aanmerking kan komen voor de tegemoetkomingen (IVT en IT) in de totale bevolking van 18 tot 64 jaar gelijk is aan het aandeel van die doelgroep binnen de populatie van subsidiair beschermden.

Het veronderstelt overigens dat de subsidiair beschermden die in aanmerking zouden kunnen komen voor de IVT reeds het leefloon voor hetzelfde bedrag ontvangen. De voorwaarden om het leefloon te krijgen, onder meer de voorwaarden inzake middelen, zijn immers dezelfde als voor de IVT (buiten de erkenning als gehandicapte persoon). Het bedrag van de IVT is bovendien afgestemd op dat van het leefloon. Zulks impliceert dat het een financieel neutrale verrichting is als de IVT wordt toegekend aan de subsidiair beschermden. Het leefloon wordt echter gefinancierd door de POD Maatschappelijke Integratie en de OCMW's terwijl de IVT volledig ten laste valt van de Directie-generaal Personen met een handicap. Het aandeel van het leefloon dat door de OCMW's wordt betaald, zou dus worden overgeheveld naar de federale begroting. Volgens de cijfers van de POD Maatschappelijke Integratie bedraagt zijn aandeel in de financiering van het leefloon 76,4 %⁴ en het aandeel ten laste van de OCMW's 23,6 %.

De financiering van de IT is daarentegen een nieuwe uitgave voor de federale begroting.

² Hof van Cassatie, [arrest van 22 juni 2020](#).

³ Website van de Directie-generaal Personen met een handicap, <https://handicap.belgium.be/nl/onze-dienstverlening/inkomensvervangende-tegemoetkoming.htm>.

⁴ Kamer, [Doc 55 0132/003](#), 26 november 2020, wetsvoorstel tot verhoging van het niveau van sociale bescherming tot minstens de armoedegrens – advies van het Rekenhof.



Het Rekenhof gaat uit van de veronderstelling dat alle subsidiair beschermden tussen 18 en 64 jaar oud zijn.

4.2 Bevolking

Op 1 januari 2022 telde de Belgische bevolking 11.584.008 personen, waarvan 6.995.973 personen tussen 18 en 64 jaar oud waren (60,4 %)⁵. Dat cijfer zal worden gebruikt aangezien de IVT en de IT betrekking hebben op personen ouder dan 18 jaar en jonger dan 65 jaar.

In 2021 ontvingen 217.299 personen een tegemoetkoming voor persoon met een handicap, waarvan er 196.537 een IT ontvingen. Binnen die groep ontvangen 90.076 personen enkel een IT, terwijl er 106.461 een IT cumuleren met een IVT⁶. Er waren ook 20.762 personen die een IVT kregen zonder een IT te ontvangen en er zijn dus in totaal 127.223 personen die een IVT genieten.

Volgens de door de dienst Vreemdelingenzaken meegedeelde cijfers beschikten er op 1 januari 2022, 15.043 subsidiair beschermden over een geldige verblijfsvergunning.

4.3 Aantal personen in de doelgroep

Aandeel IT-rechthebbenden in de totale populatie van de 18-64-jarigen = $196.537 / 6.995.973 = 0,028$ (2,81 %).

Er zouden dus $0,028 \times 15.043 = 423$ subsidiair beschermden zijn die een IT ontvangen.

Aandeel IVT-rechthebbenden in de totale populatie van de 18-64-jarigen = $127.223 / 6.995.973 = 0,018$ (1,82 %).

Er zouden dus $0,018 \times 15.043 = 274$ subsidiair beschermden zijn die een IVT ontvangen.

De FOD Sociale Zekerheid gaf aan dat er in 2022 reeds 78 subsidiair beschermden waren die tegemoetkomingen voor personen met een handicap ontvingen (aangezien de FOD het recht reeds openstelt voor die categorie, cf. punt 2), dat 34 daarvan een IVT en 72 een IT ontvingen. Die personen moeten dus van de doelgroep worden afgetrokken. Er zouden dus nog 240 personen overblijven die de IVT en 351 personen die de IT zouden kunnen krijgen.

4.4 Gemiddelde IVT en IT

Volgens de gegevens van de FOD Sociale Zekerheid, bedroeg de gemiddelde maandelijkse IVT in 2022, 667,35 euro en de gemiddelde maandelijkse IT 338,92 euro.

4.5 Berekening van de budgettaire impact

Stijging van de uitgaven voor de financiering van de IVT =

$240 \times 667,35 \times 12 = 1.921.968$ euro.

⁵ Statbel, Algemene Directie Statistiek, <https://statbel.fgov.be/nl/themas/bevolking>.

⁶ Directie-generaal Personen met een handicap, *Jaarverslag 2021, Verandering en dynamiek*.



AVIS PROPOSITION DE LOI 55 3040 / 5

Aangezien enkel de 23,6 % leefloners ten laste van de OCMW's nieuwe uitgaven zullen zijn voor de federale Staat, zal die stijging beperkt zijn tot 453.584,4 euro.

Stijging van de uitgaven voor de financiering van de IT =

$351 \times 338,92 \times 12 = 1.427.531,0$ euro.

5 Conclusie

Het Rekenhof is van oordeel dat de overheveling van de subsidiair beschermden van het leefloonstelsel naar het stelsel van de IVT voor de federale Staat zou leiden tot een bijkomende uitgave van 453.584,4 euro (en tot eenzelfde besparing voor de OCMW's).

Het is van oordeel dat de financiering van de IT die de subsidiair beschermden ontvangen, zou leiden tot een extra uitgave van 1.427.531,0 euro.

Het raamt dat de goedkeuring van het wetsvoorstel zou leiden tot een extra uitgave van 1.881.115,4 euro in totaal voor de federale Staat.